



On ne veut «pas de l'aide mais notre droit», dit Bia Pankararu, mouvement des femmes indigènes du Brésil.

Par [Bia Pankararu](#)

Mondialisation.ca, 02 octobre 2019

[azmina.com](#) 4 avril 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Droits des femmes](#), [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Ces dernières semaines [mars-avril 2019] nous avons assisté à des manifestations et des succès des populations indigènes opposées à la proposition du Ministère de la Santé de municipaliser la santé des indigènes.

En ce mois d'avril, de nombreux programmes institutionnels et culturels se penchent sur les traditions et la reconnaissance des peuples indigènes. Nous discutons avec Bia Pankararu, qui porte le nom de son peuple.

Mère célibataire, LGBT et infirmière, Bia s'occupe de la santé indigène et parle des questions politiques récentes et de la façon dont nous pouvons aborder et défendre la cause indigène.

AzMina [\[1\]](#) : Peux-tu nous parler de toi et de votre combat au sein de la tradition indigène.

Je m'appelle Bia, j'ai 25 ans, je descends d'une des 14 lignées Pankararu dont les 14 villages forment ensemble la réserve. Ainsi, j'ai toujours vécu avec la lutte indigène, sa culture et sa tradition. Ici à Pankararu nos croyances et nos rituels sont très présents, le contact avec le sacré et la manière d'affronter la vie et le bien-être font partie du quotidien.



Bia, archives personnelles

Mon père n'est pas un indigène, il est de São Paulo, j'ai donc vécu une partie de mon enfance à São Paulo, ce qui m'a aidée à avoir une vision de la ville, du contexte urbain. J'ai toujours fait des allées et venues, cependant lorsque j'ai eu 11 ans, ma mère et moi avons déménagé au village et nous sommes établies ici [2].

À 21 ans j'ai suivi ma formation d'infirmière, puis l'option pour le travail dans la réserve, et aujourd'hui mon activité couvre 3 villages de l'équipe pluridisciplinaire de santé indigène. Nous essayons de travailler en accord avec la population sur ce qu'est la santé, en cherchant à ménager la spécificité de chaque peuple.

Le travail sur la santé indigène [3] fait aussi de moi une militante. Je suis employée ici au village depuis 4 ans. Je suis mère célibataire, LGBT, et je pense que ma génération des 20 ans et plus devient très forte et consciente de ce qu'est être indigène et lutter pour nos croyances traditionnelles. Nous nous engageons dans cette bataille justement pour les préserver. Et aussi pour rompre cette vision stéréotypée et de préjugés de la société envers les indigènes.

AzMina : Le gouvernement de Bolsonaro a retiré la délimitation des terres indigènes à la Funai pour la transférer au Ministère de l'Agriculture. Quelles conséquences attends-tu de cette décision ?

Bia : La conséquence que j'en attends est la pire possible. Car la Funai est l'unique organisme créé exclusivement pour la protection et la garantie des droits indigènes. Alors quel type de pouvoir la Funai aura-t-elle ? Elle est déjà rognée, oubliée et à l'abandon depuis longtemps, exerçant de fait avec difficulté son rôle, ce qui justifie son existence.

Lire aussi, [Nous résistons depuis 519 ans et nous continuerons à résister de l'Articulation des peuples indigènes du Brésil](#) (APIB)

Si dans les faits cette transition se concrétise, c'est comme mettre le loup dans la bergerie. Mais nous continuons à résister.

AzMina : Existe-t-il entre le peuple Pankararu et les autres peuples indigènes une jonction quelconque dans la résistance ?

Bia : Elle a toujours existé, existe et existera. La jonction ne concerne pas seulement le gouvernement Bolsonaro. Elle existe à l'appui de nombreux autres thèmes. Quand un peuple ou un village est dans une phase difficile, de conflit dans son territoire, les chefs ont l'habitude de se le communiquer à l'intérieur de leur propre terre et aussi aux chefs et caciques des autres communautés. Car la lutte d'une ethnie n'est pas seulement la sienne propre, c'est celle de tout le monde. Lorsqu'une terre sera en lutte, toutes les terres seront aussi en lutte.

AzMina : Y-a-t-il un plan d'action défini ?

Bia : Notre plan d'action reste toujours la consolidation et l'union. Autrement dit, nous continuons d'être unis, en nous organisant, en renforçant la Funai, le CIMI [Conseil indigéniste missionnaire], les conseils locaux et de district, et en rapprochant de la cause indigène les personnes sympathisantes, qui la connaissent un peu et peuvent lutter ou porter notre cause au-dehors, par des dénonciations, de la communication et de l'échange d'information. Nous espérons ainsi parvenir à avoir une voix active et un espace pour dire ce qui se passe dans chaque communauté.

Lire aussi le [Communiqué de l'APIB pour une politique de santé des peuples autochtones](#), 24 mars 2019



archive personnelle

AzMina : L'an dernier en octobre, nous avons appris qu'une école et un poste de santé ont été incendiés sur la Terre indigène Pankararu, sur un territoire de conflit avec les

agriculteurs. Vous attendez-vous à ce que ce type d'agression augmente dans un contexte où le gouvernement lui-même conteste la quantité des terres indigènes dans le pays ?

C'est un sujet très difficile à aborder dans ce contexte politique, parce que ce n'est pas un conflit territorial avec les grands exploitants ruraux. Il s'agit de familles d'agriculteurs, identiques à ma famille. Notre problème n'est pas contre les grands fazendeiros, c'est une bataille contre l'occupation des 'non-indigènes' dans notre réserve, ces non-indigènes occupaient déjà 20% de notre territoire. Jamais je n'ai vu la terre indigène augmenter. La tendance était que la population de ces non indigènes continue à s'accroître à l'intérieur de notre zone, tandis que notre population continue elle aussi à croître, mais notre territoire lui, n'augmente pas.

Cette lutte ne date pas d'aujourd'hui. Sur le plan judiciaire seul, cela fait 25 ans de procédure, depuis 1993. Nous n'avons obtenu une décision finale de retrait de ces possesseurs qu'en juin 2018. Il y a au moins 6, 7 ans, une enquête de propriété a été réalisée pour le dépôt d'une indemnisation de 6 millions de reais afin de permettre à ces familles de partir dignement, mais la résistance reste très grande encore aujourd'hui.

Avec cette décision de départ, l'ambiance déjà tendue, menaçante, et les attaques déjà commises contre le peuple Pankararu, n'ont fait que s'intensifier. Deux écoles, une unité sanitaire et une église ont subi des attentats. Les maisons de ces non indigènes et leurs arbres ont été volés, pour qu'en détruisant la terre rien ne reste à la communauté indigène.

On s'attend à l'augmentation de ces agressions parce que le gouvernement actuel justifie autant le discours de haine que la violence directe.

AzMina : Nous observons dans les réseaux sociaux un mouvement qui incite les gens à suivre les médias et les pages indigènes. Sous quelle forme les personnes physiquement à distance peuvent-elles se rapprocher de la lutte et collaborer à la protection des peuples et des terres indigènes ?

Bia : Je crois que le meilleur appui à ce mouvement dans les réseaux sociaux est de donner un lieu de parole aux indigènes pour parler de leurs propres communautés, pour que l'information circule. C'est de donner de la légitimité à cette voix, d'en connaître la source, de chercher à s'informer au-delà de tout. Parce que l'idée est très répandue que la communauté indigène existe seulement dans la région nord, que l'indien est celui qui est au milieu de la forêt, qu'il existe seulement dans des zones isolées.

Nous luttons quotidiennement pour montrer qu'un indigène peut partager votre salle de classe, être assis dans la file d'attente du poste sanitaire, dans un endroit quelconque.

Que cette voix d'auto-reconnaissance soit respectée. Que nous puissions un jour ne pas avoir besoin de demander autant d'aide, que nous puissions ouvrir la bouche et que nous parlions de nos expériences sans être mis en échec.

Des gens sont déjà venus dans notre mouvement demander comment les indigènes pouvaient s'engager ainsi. Alléguant qu'un indigène ne produirait pas un texte ou une vidéo, que nous ne sommes pas capables de développer un raisonnement critique sur la société. Voilà pourquoi il est très important de consolider ce courant qui légitime le lieu de parole et de continuer à s'informer sur la façon dont la cause indigéniste impacte la société comme un tout.

AzMina : Peux-tu nous parler un peu de l'histoire des Pankararu ?

Bia : C'est une question bien compliquée parce que parler "un peu de l'histoire" est difficile. La première relation de l'existence de Pankararu est peut-être la Carta Regia de 1700 de Don Pedro II. Lorsque, avec sa caravane et sa suite le long de la rivière São Francisco, il s'est établi à Petrolândia et qu'au cours de cette étape eut lieu une réunion de Pankararu, où il signa une Carta Regia qui fondait la délimitation de la terre.

En 1940 l'ancien SPI [Service de Protection de l'Indien] est venu délimiter la terre, mais lors de cette délimitation, la zone de plus de 14 mille hectares a été réduite à 8 mille. Puis, en 1987, notre terre a été homologuée.

Dans les années 1990, la communauté située entre les monts de Pankararu a obtenu la reconnaissance des autres hectares manquants. Dans la bataille pour cette reconnaissance nous nous sommes trouvé un peuple frère. Tous sont des pankararus, mais divisés administrativement.

Pankararu est un tronc d'où sont originaires de nombreux autres peuples (Pankarás, Kapinawá, Pankararé), qu'on nomme la phalange ou la pointe du rameau. Des études et des rapports essaient de prouver l'existence du peuple Pankararu depuis le Xingó [Canyons de San Francisco] jusqu'à Belém de São Francisco. Nous longions toute la rivière. Avec d'autres noms et particularités culturelles, mais tous descendants de ce tronc.

Et aujourd'hui, Pankararu occupe ces 8100 hectares dans ces 3 cités et nous sommes plus de 7 mille habitants à l'intérieur de la réserve, et au-dehors quelques autres milliers de pankararus qui ont fait leur vie à São Paulo, Recife, dans les villes, mais qui maintiennent une relation forte avec la réserve.

AzMina : Comment se présente le féminisme dans la tradition indigène ?

Bia : Il est très délicat de parler du féminisme dans la tradition, principalement dans celle du rituel sans frôler l'irrespect. Certaines positions et certaines choses sont l'affaire des hommes seuls, certaines autres des femmes seules, je n'arrive pas à discuter cette division des rôles. Je n'arrive pas à ressentir que ce ne soit pas des droits égaux, ou que ce me soit préjudiciable. Cela ne me diminue en rien en tant que femme.

Un autre point que je trouve très délicat pour discuter la tradition, est que de nombreux peuples ont été décimés pour cette raison, privés de leurs coutumes.

Je suis très tranquillisée par le fait que de nombreuses femmes sont en première ligne, dans la tradition, respectées et reconnues, ont une voix active ici. Et cela devient de plus en plus fort.



archive personnelle

AzMina : Quels sont les principaux stigmates que vous affrontez aujourd'hui dans une société peu intéressée par les questions indigènes ?

C'est l'idée que l'indien n'existe plus ou que l'indien n'existe en réalité qu'en Amazonie. Il y a plus de 300 peuples dans tout le Brésil.

Le stigmate le plus important que nous subissons est l'idée qu'avoir un téléphone portable, une voiture, une moto, être dans un cours supérieur, vivre en harmonie avec le contemporain, tout cela nous rendrait moins indigène. C'est une erreur. Outre toutes les attaques dont nous souffrons par préjugé, peu de politiques publiques sont pensées en direction de cette population. Nous avons donc toujours lutté et nous lutterons contre les stigmates selon lesquels "un indien pour de vrai doit être comme ci ou comme ça".

C'est nous seuls qui savons ce qu'est être indigène. Chaque peuple est maître de son auto-reconnaissance.

Aujourd'hui quelqu'un découvre que son aïeul au 4ème degré est indigène, mais n'en a pas les caractéristiques, n'en reconnaît pas du tout la signification. Cela peut être considéré comme un fait banal. La cause indigène concerne tout le monde, mais tout le monde n'est pas indigène.



archive personnelle

AzMina : Lors des dernières élections, le Roraima a élu la première femme indigène à la Chambre des Députés, Joênia Wapichana. Qu'est-ce que cela représente pour vous ?

Bia : L'élection d'une première députée fédérale indigène représente autant, vraiment autant qu'avoir eu comme candidate à la vice-présidence Sonia Guajajara. Ce sont deux femmes, n'est-ce-pas. Leur élection montre que, par-dessus tout, nous pouvons arriver où nous voulons et que les politiques publiques ont besoin de plus en plus de personnes spécifiques pour cela.

Alors, Joênia Wapichana qui lutte, c'est avoir un des nôtres qui parle avec un regard du dedans vers le dehors. C'est très important, c'est un motif d'orgueil, d'espoir, de croire que nous continuerons à lutter et à occuper tous les espaces possibles. Sortir du village pour retourner au village. Nous ne voulons pas d'aide, nous voulons ce qui est notre droit.

Voir en ligne : [Revista AzMina](#)

Traduction de Pascale Vigier pour [Autres Brésils](#). Relecture de Marie-Hélène Bernadet.

Notes

[1] Nous vous invitons à relire la courte interview de Carolina Oms, cofondatrice de AzMina sur la ligne éditorial du magazine féminin en vue de l'augmentation des violence. [Slate.fr 4 janvier 2019](#)

[2] Il est important de noter que depuis 2010, l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE) estime que plus de la moitié des Indiens brésiliens vivent actuellement dans des agglomérations urbaines. Pourtant, ils restent invisibles aux yeux des autorités, et se battent pour avoir accès aux droits fondamentaux garantis aux Indiens par la Constitution.

[3] Par ailleurs, Reporter Brasil, juin 2019, montre que [les peuples autochtones du Brésil sont les premiers à souffrir des déserts médicaux](#)

La source originale de cet article est [azmina.com](#)

Copyright © [Bia Pankararu](#), [azmina.com](#), 2019

Articles Par : [Bia Pankararu](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca